

Discours Assemblée Nationale
Construction de l'Europe
Juin 1994

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre,
Mes Chers Collègues,

Le mur de Berlin est tombé vite, très vite. L'Europe qui tenait sa cohérence de la proximité de l'empire communiste a simultanément rencontré trois défis :

- reconstruire une politique de sécurité face à la libération des logiques régionales ;

- affronter la réunification de l'Allemagne ;

- nouer un dialogue nouveau face à une Russie confrontée à d'extraordinaires défis de reconstruction et à une Amérique qui quoi que l'on dise tourne ses regards vers les vastes horizons de la zone Pacifique.

Dans ce cadre, la construction d'une politique étrangère et de sécurité commune est un enjeu capital et complexe tant les critères sont évolutifs après de longues périodes de glaciation géopolitique.

La politique étrangère et de sécurité commune est très certainement la forme la plus achevée de la construction européenne.

C'est le signe qu'un groupe de nations ressentent un sentiment puissant et partagé d'intérêts communs. Cette construction est sans doute une des plus belles utopies que notre génération et celle qui nous suivra devront réaliser à condition de se donner du temps, que les volontés soient constantes et que les imperfections des étapes intermédiaires ne soient pas le prétexte à l'arrêt du processus.

Il faudra sans doute une vingtaine d'années pour créer cet édifice si aucun accident majeur de l'histoire ne vient interrompre la gestation. Il est donc clair qu'il nous faut parallèlement construire l'Europe de la sécurité et mettre en place à court terme des systèmes de prévention et de résolution des crises qui puissent justement éviter les accidents de l'histoire.

Qu'ils jettent leurs regards vers Alger, Sarajevo ou Sébastopol, les Européens sentent monter les tensions et sont conscients que l'avenir peut être fait du meilleur ou du pire et que la probabilité principale sera que nous devons nous attendre à l'un et à l'autre.

Les problèmes de frontière sont nombreux ainsi que ceux des minorités religieuses, ethniques et subnationales. Les différentiels de développement économique et démographique de la zone auxquels s'ajoutent d'impressionnants problèmes de l'environnement sont autant de facteurs de déstabilisation.

Déjà l'Union Européenne qui n'a aucune capacité réelle en matière de défense ou de sécurité joue un rôle relativement stabilisateur. On ne peut contester que la non entrée en guerre de la Grèce dans la zone macédonienne est liée à l'appartenance de la Grèce à l'Union Européenne.

D'autre part, la fascination que son mode de vie et son mode de développement exerce sur les pays qui n'en font pas partie, incite ces pays à emprunter les voies de la démocratie, du respect des minorités, et celle du renoncement aux annexions territoriales.

Il serait cependant tout à fait illusoire de penser que cette simple force d'attraction serait susceptible de créer à elle seule une zone de sécurité, et qu'il serait naïf de penser que des zones de paix protégées existent par définition, basées sur la richesse, la croissance, l'inviolabilité des frontières, la stabilité politique, la puissance des organisations internationales. Elle serait une forteresse de vieux pays riches à l'abri des déstabilisations. Ceci est une illusion.

A l'heure actuelle, la politique étrangère et de sécurité commune se limitent encore trop à quelques concertations intergouvernementales. Les outils de défense que constituent la Brigade franco-allemande et le Corps européen sont des prototypes de laboratoire à fort contenu symbolique mais à valeur opérationnelle faible.

C'est cependant la voie qu'il faut poursuivre sans pour autant négliger les autres moyens qu'il est nécessaire de mettre en place afin que la défense européenne commune se mette réellement en place.

Deux questions capitales nous sont posées.

Première question : le futur système de sécurité en Europe doit-il inclure ou non la Russie ? Souhaitons-nous maintenir une frontière est-ouest reculée aux limites de la CEI ou souhaitons-nous un système continental de sécurité ? En fait acceptons-nous le risque de revenir d'une certaine manière à une situation antérieure qui aboutirait rapidement n'en doutons pas à un nouveau Yalta implicite. L'Europe et l'Occident demanderaient à la Russie d'avoir les mains libres dans l'ex-Yougoslavie et nous laisserions Moscou en contrepartie régler seul les tensions dans le Caucase.

Je crois que c'est très exactement ce qu'il faut éviter . Nous n'avons pas à l'heure actuelle le lieu efficace de gestion de ces crises. La CSCE souffre de deux tares originelles : créée dans la dynamique d'Helsinki il a été considéré que tous les pays de l'ancienne URSS étaient les héritiers de l'URSS. Il est évident

que le Kazakhstan et l'Ouzbékistan n'ont pas vocation à traiter directement les problèmes de sécurité en Europe.

D'autre part dans ces équilibres internes, il n'est pas suffisamment tenu compte des poids politique, militaire et démographique des états membres, d'où en découle l'inefficacité fondamentale qui fait que la CSCE ne répond pas aux espoirs qu'elle portait à sa création.

D'autre part le Pacte de stabilité en Europe bien qu'il soit un lieu de discussions utiles comme tous les lieux de discussions, a fait la preuve, pour le moment, qu'il ne pouvait traiter des conflits réels et qu'il évitait même la participation des pays situés dans les zones à risques. Il souffre de plus de l'image paternaliste des pays stables vis-à-vis des autres.

La bonne réponse me semble avoir été donnée par le Sommet d'Istanbul et par le partenariat global proposé à la Russie. Partenariat basé sur le principe "pas de veto, pas de surprise", et par l'offre d'une coopération globale entre la Russie et l'Union Européenne dans le domaine politique, économique et militaire. L'entrée de la Russie au Conseil de l'Europe et au G7 apparaît donc maintenant comme une nécessité naturelle.

La deuxième question majeure est celle de l'Amérique : que se passerait-il s'il y avait une divergence profonde entre américains et européens quant aux actions militaires à mener lors d'une crise en Europe ? C'est le problème du veto technologique dont disposent les Américains.

A cette même tribune, le Président Clinton a dit son souhait de voir en l'Europe un partenaire fort et uni. Il a aussi affirmé que l'Amérique ne se retirerait pas de notre continent. Cette deuxième affirmation avait pour but de rassurer ceux qui craignent le désengagement américain. Ne nous faisons cependant aucune illusion, la logique de l'histoire, la logique de la politique étrangère américaine, les pressions de la politique intérieure américaine, pousseront naturellement vers ce désengagement.

Le nombre de forces réelles dont l'Amérique disposent en Europe est d'ailleurs bien inférieure aux chiffres généralement annoncés par le Pentagone. L'Amérique dispose aujourd'hui d'une capacité de veto technique sur une opération militaire européenne d'envergure. Cela n'est pas forcément à court terme un problème majeur. Si un conflit à haute intensité intervenait en Europe, l'Amérique y serait inévitablement partie prenante.

Le problème de la défense européenne se pose donc à moyen terme dans la résolution de conflit à basse ou moyenne intensité. L'Europe aurait alors à organiser des forces de maintien de la paix ou au maximum des actions d'interposition entre belligérants moyennement équipés.

Il nous faut donc construire dans cette phase intermédiaire une capacité militaire européenne, susceptible de s'intégrer, le cas échéant, dans une

OTAN réformée. Bref le fameux pilier européen que l'Amérique souhaite aujourd'hui, ayant pris doublement conscience d'une montée de l'identité européenne et d'une diminution inévitable de sa propre présence sur notre continent.

L'évolution de l'OTAN est donc tracée : cette organisation a perdu sa finalité d'alliance défensive face à un ennemi clairement identifié. On peut d'ailleurs se poser la question de l'utilité de son Comité de planification nucléaire.

Dans ce dialogue nouveau entre les USA et l'Union européenne au sein de cette alliance réformée, la France ne pourra évidemment pas être absente. L'Allemagne souhaite notre présence et la Grande-Bretagne encore plus.

A court terme, le seul système de sécurité qui vaille est donc le dialogue très direct entre l'Union Européenne, les Américains et les Russes. C'est le seul dialogue direct qui puisse rapidement résoudre une crise et je constate les résultats très prometteurs de la formule dite du groupe de contacts où européens, américains, russes, et représentants de l'ONU discutent en direct d'un projet de résolution de la question bosniaque.

Gageons que cette structure est la seule qui pourra mettre fin à ce conflit douloureux. L'échec de ses travaux serait la certitude pour nous que la guerre dans le théâtre de l'Ex-Yougoslavie durerait encore 20 ans.

Après avoir défini le système de sécurité continentale (exigence de court terme), il faut construire ce pilier de défense commun à l'Union Européenne. Quelques principes simples doivent y présider.

Premièrement, la politique étrangère et de sécurité commune doit rester du domaine de l'intergouvernemental. Elle doit éviter toutes les procédures susceptibles de provoquer la paralysie permanente.

Deuxièmement, elle ne peut pas s'étendre tous azimuts sans accompagner cette extension d'un dialogue permanent avec Moscou, partenaire incontournable. Il faut d'abord une adhésion rapide de tous les membres actuels de l'Union Européenne à l'Union de l'Europe Occidentale.

Troisièmement, il faut éviter la double erreur de l'intégration ou de la rupture avec l'OTAN tant que celle-ci n'aura pas été profondément réformée.

Quatrièmement, il sera nécessaire de formaliser les objectifs par la rédaction d'un Livre blanc de la défense européenne dont le Conseil devra prendre l'initiative pour fixer clairement le cadre d'une politique de coopération militaire et industrielle commune.

Cinquièmement, il est urgent de mettre en place rapidement une politique commune du renseignement notamment dans le domaine spatial, à

l'exclusion des systèmes susceptibles d'introduire des veto technologiques quant à l'utilisation de la dissuasion nucléaire. L'Europe doit se doter d'une cellule de renseignements et d'évaluation des crises qui soit autonome et qui permette un diagnostic politique indépendant en temps réel. Evidemment, le renforcement de la cellule de planification s'impose.

Enfin les objectifs devront être pragmatiques et ne pas essayer de répondre à toutes les natures de conflit quelle que soit leur intensité. Le concept de forces combinées conjointes est là pour répondre à cette difficulté.

Sixièmement, il faut prolonger la réalisation de l'Eurocorps en lui donnant de fortes capacités de projection qui ne sont pas prévues à l'heure actuelle.

L'ensemble de ce dispositif n'aurait aucune signification s'il ne s'appuyait sur une puissante coopération industrielle. Il n'y a pas de hiérarchie de priorité entre la définition d'une politique étrangère commune, la construction d'une défense européenne et la mise en place d'une puissante coopération industrielle. Ces trois éléments doivent être menés de front et simultanément. Chacun étant nécessaire à la réalité des deux autres.

Aujourd'hui la coopération industrielle dans le domaine militaire avance à grands pas. Ce n'est d'ailleurs pas totalement la conséquence de la volonté des politiques, les industriels ont pris le devant : nécessité fait loi. Les éléments du puzzle se mettent en place. L'expérience prouve que ce sont souvent des coopérations bilatérales qui sont les moteurs de futures coopérations européennes.

Paris et Londres discutent sur la création d'une marine européenne, sur une politique spatiale de la communication, sur une coordination mutuelle. Paris et Bonn ont mis en place une politique industrielle dans le domaine des hélicoptères qui a fait ses preuves. Un système d'observation à partir de l'espace est aujourd'hui en bonne voie, ainsi que l'accord sur la construction des futurs avions de transport stratégiques.

Les puissantes coopérations industrielles bilatérales entre Matra et Marconi-Space, entre l'Aérospatiale et Dasa ou multilatérales menées par Thomson augurent bien de la future Europe de l'industrie de défense.

Les coopérations menées entre la France et l'Allemagne ont même dépassé un seuil critique permettant d'aller plus loin. Les coopérations sur l'hélicoptère Tigre, sur les anti-chars, sur les VBM, sur le NH90, sur l'ATF, sur les satellites et sur près de 80 programmes de recherche permettent aujourd'hui de discuter de la création d'une véritable agence franco-allemande de l'armement.

Un projet comparable avec l'Italie pourrait être envisagé et bien que les esprits ne soient pas encore prêts, les conditions industrielles sont remplies pour tenter le projet avec la Grande-Bretagne.

Actuellement 25% du budget de la défense française sont consommés en coopération. En l'an 2000, ce chiffre atteindra 40%. Il est donc clair que les éléments industriels se mettent en place pour une future coopération européenne sans doute plus rapidement que les éléments militaires ou politiques.

L'histoire suit donc le chemin vers la construction d'un pilier de défense européen et donc vers l'apparition d'un interlocuteur crédible qui avec les Etats-Unis et la Russie sera prêt à un dialogue fructueux et porteur d'espoir de paix dans l'ensemble de la zone s'étendant de l'Atlantique à l'Oural et de l'Islande à la Méditerranée.